

Je n'ai pas l'intention d'être bref cet après-midi.

Une VOIX: Bravo.

M. BRACKEN: Je suis heureux que quelqu'un m'appuie. Avant de clore mon discours, je recommanderai d'abrèger le débat sur le discours du trône, mais je ne montrerai pas l'exemple aujourd'hui, car je compte qu'il me faudra environ deux heures pour persuader la Chambre d'abrèger le débat.

Je m'arrêterai d'abord aux sujets mentionnés dans le discours du trône pour discuter ensuite brièvement l'administration générale du pays. Alors, après une étude de la procédure suivie en cette Chambre, j'aborderai une question qui, ces dernières semaines, a pris une importance nationale exceptionnelle, les accusations d'espionnage, et je terminerai enfin par des considérations sur notre politique étrangère, dont les répercussions sur l'heureuse solution de nos problèmes domestiques sont importantes.

Un haut niveau d'embauchage est le premier but du Gouvernement, nous dit le discours de Son Excellence. Ce but est indubitablement celui de tous les honorables députés, mais le Gouvernement est-il en voie de l'atteindre?

De nos jours, l'Etat moderne a le devoir d'organiser son économie de façon que tout particulier capable de travailler et désireux de gagner sa vie jouisse d'un revenu en rapport avec sa contribution à la cause commune et en rapport aussi avec les exigences d'un niveau d'existence convenable.

Malgré ses promesses d'assurer à tous un emploi, le Gouvernement ne fait pas disparaître le chômage. S'il faut en croire le Bureau de la statistique, le Service national de placement comptait, à la mi-février, sur ses listes 250,000 requérants à qui il ne pouvait trouver d'emploi. Les demandes en cours de prestations d'assurance-chômage se chiffraient par 145,000 alors que 37,000 anciens combattants jouissaient de prestations de chômage. A ces chiffres, il faut ajouter le grand nombre de nos militaires non encore démobilisés qui ne concourent pas à la production et tous ces chômeurs, en nombre inconnu, qui ne sont pas inscrits. A notre époque, où l'on ne mentionne que des chiffres astronomiques, ceux que je viens de citer ne nous impressionnent peut-être pas beaucoup; cependant, si je rappelle qu'au cours des années trente, pendant les dix ans de la crise économique la plus prononcée que notre pays ait connue, le nombre moyen de chômeurs a été d'environ 450,000, alors nous prêterons l'oreille. C'est dire qu'un grave problème du chômage se pose pour notre pays, en ce moment.

Tout le programme de reconstruction s'est enlisé. Au fait, nous n'avons pas un pro-

gramme de reconstruction, mais un programme de *statu quo*, un programme qui manque de coordination. Un exemple: le 22 mai 1945, avant les élections, les journaux ont publié les paroles suivantes du ministre de la Reconstruction (M. Howe):

A l'heure actuelle, 180,000 emplois, jouissant de la plus haute priorité, ne sont pas remplis en notre pays.

Puis, après avoir louangé les honorables députés qui siègent à ma gauche, il a ajouté:

Nos amis de la C.C.F. ont prédit le chômage général au Canada pour la période de transition du régime de guerre à celui de paix.

Il poursuit:

Rien de semblable n'existe et je ne vois aucun signe d'une telle situation pour l'avenir.

Il ajoute:

La reconversion est en somme à moitié terminée en notre pays.

C'est en mai dernier, il y a neuf mois, qu'il s'exprimait ainsi. Le 11 février 1946, les journaux nous rapportaient la déclaration suivante du même ministre, au même sujet:

"La reconversion industrielle du Canada est presque à demi effectuée" a déclaré aujourd'hui l'honorable C. D. Howe lors d'une conférence de presse. Le ministre de la Reconstruction a parlé en termes enthousiastes de la production, de l'embauchage et de la prospérité nationale au cours des quelques prochaines années. "Nos exportations", a assuré M. Howe, "vont se maintenir bien au-dessus du niveau que nécessitera l'embauchage intégral. Elles demeureront élevées cette année et l'an prochain. Cela est surtout attribuable aux prêts consentis aux pays acheteurs, y compris la Chine".

Je le répète, le ministre de la Reconstruction est apparemment satisfait du *statu quo*. La reconversion était à peu près effectuée à demi en mai dernier, et en ce moment elle n'est pas plus avancée. Nous pouvons du moins tirer quelque réconfort de ce qu'il n'y a pas eu régression dans l'intervalle.

La principale critique que mérite le Gouvernement est qu'il recourt à des mesures plutôt négatives que positives. Il recherche les moyens de remédier aux maux découlant du chômage mais il fait peu pour prévenir le chômage par la création de nouvelles occasions d'emploi. Tel est, à mon sens, le grand élément de faiblesse que révèle la façon dont le Gouvernement aborde les problèmes qui se posent aujourd'hui pour lui; il s'applique en effet à guérir plutôt qu'à prévenir.

Le Gouvernement a récemment fait paraître une publication traitant de la population future du Canada. Je trouve surprenant qu'il n'ait rien fait pour indiquer qu'il s'est préoccupé de ce que ce rapport sous-entend. A la page 32 du bulletin F-4, intitulé *La population future du Canada* il fait une étonnante prédiction en déclarant que, même à la fin du présent siècle, c'est-à-dire dans cinquante ans,